



CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM

Commission principale

Point 6 de l'ordre du jour

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER LA PRODUCTION,
LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM
(E/2186, annexe)

Etats-Unis d'Amérique : Amendement à l'amendement présenté par la Suisse
(E/CONF.14/L.20)

Chapitre V, section 1?

Remplacer le texte de l'amendement de la Suisse, à partir de l'alinéa b) jusqu'à la fin, par le texte suivant :

"b) Si, à la lumière de ces renseignements ou de tout autre renseignement dont il dispose, le Comité est amené à conclure que des quantités excessives d'opium s'accumulent dans un pays ou un territoire quelconque, ou qu'un pays ou un territoire quelconque est devenu ou risque de devenir un centre ou une source importante de trafic illicite de stupéfiants, le Comité est autorisé à demander des explications à la Partie intéressée.

"3 a) S'il n'est pas fourni d'explication dans un délai raisonnable, ou si l'explication n'est pas satisfaisante, le Comité est autorisé à organiser et à mener une enquête sur les lieux, à laquelle procèderont un ou plusieurs membres du Comité ou d'autres personnes choisies par le Comité et compétentes du point de vue technique et les autorités nationales compétentes sur le territoire de toute Partie, sous réserve du consentement de ladite Partie.

b) Si ladite Partie ne consent pas à ce qu'il soit procédé à une enquête sur les lieux, ou si à l'issue d'une enquête sur les lieux le Comité estime que la situation n'est pas satisfaisante, le Comité appelle l'attention de toutes les Parties et du Conseil sur la question

53-15436

et recommande qu'il ne soit plus effectué d'importations en provenance de la Partie intéressée ou d'exportations à destination de cette Partie, jusqu'à ce que le Comité ait fait connaître que la situation dans ce pays lui donne satisfaction.

"4 La Partie intéressée est autorisée à porter la question devant le Conseil.

"5 Le Conseil étudie la question et, s'il confirme la recommandation du Comité, le Secrétaire général en avise toutes les Parties qui donneront plein effet à ladite recommandation jusqu'à nouvel avis de la part du Comité. Si le Conseil n'approuve pas la recommandation du Comité, le Secrétaire général en avisera de même toutes les Parties, lesquelles ne seront plus tenues de donner effet à ladite recommandation à partir de la date de la notification adressée par le Comité."
